

Certificat de capacité en droit SUP-FC

Certificat de capacité en droit



Durée
2 ans



Composante
Centre de télé-
enseignement



**Langue(s)
d'enseignement**
Français

Présentation

La Capacité en droit est une formation en deux ans.

Elle est ouverte à toute personne âgée d'au moins 17 ans accomplis au 1er novembre de l'année universitaire, qu'elle soit ou non titulaire du baccalauréat ou de tout autre diplôme.

Elle est destinée aux personnes :

- souhaitant acquérir des connaissances juridiques
- souhaitant préparer une entrée dans la filière droit
- en reconversion professionnelle.

Elle permet à des personnes n'ayant pas le baccalauréat d'acquérir les notions juridiques de base afin de s'orienter vers des études juridiques (licence en droit) ou d'intégrer des emplois juridiques dans le public ou dans le privé : secrétariat juridique et administratif (assurances, banques, fonction publique), collaborateur des professions juridiques (clerc de notaire, clerc d'huissier, secrétaire greffier des tribunaux).

A l'issue de la formation, l'étudiant maîtrisera les notions juridiques de base et sera capable de poursuivre avec rigueur un raisonnement juridique.

Savoir-faire et compétences

- Maîtriser les notions juridiques de base
- Poursuivre avec rigueur un raisonnement juridique

Admission

Conditions d'admission

 <http://admission.univ-fcomte.fr/>

Modalités d'inscription

 <http://admission.univ-fcomte.fr/>

Droits de scolarité

Il n'y a pas de droit d'entrée pour les étudiants boursiers.

Le montant des droits pour les étudiants en formation initiale (hors CVEC) est défini selon l'Arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur - Légifrance

Selon les orientations stratégiques de l'UMLP, les étudiants extracomunautaires assujettis aux droits différenciés, quelle que soit leur situation financière, bénéficient systématiquement d'une exonération partielle ramenant le paiement des droits au montant acquitté par les étudiants communautaires pour le même diplôme (délibération du Conseil d'administration du 22 octobre 2024).

Pour connaître les modalités et montants liés à la formation continue, vous pouvez consulter le site de Sefoc'Al :
Documents utiles - SeFoC'Al

Pré-requis obligatoires

- Être âgé d'au moins 17 ans accomplis au 1^{er} novembre de l'année universitaire
- Être titulaire ou non du baccalauréat ou de tout autre diplôme.

Et après

Poursuite d'études

- Secrétariat juridique et administratif (assurances, banques, fonction publique)
- Collaborateur des professions juridiques (clerc de notaire, clerc d'huissier, secrétaire greffier des tribunaux)
- Licence en droit

Infos pratiques

Contacts

Scolarité SUP-FC (AES)

✉ ctu-aes@univ-fcomte.fr

Programme

Organisation

Le Certificat de capacité en droit est une formation en deux ans.

GRANDS THÈMES ÉTUDIÉS

- Droit constitutionnel
- Droit privé – Droit des contrats
- Droit commercial
- Droit administratif
- Droit pénal

Certificat de capacité en droit 1^{re} année, SUP-FC

Semestre 01

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
Droit civil	Unité d'enseignement		6h		
Droit public 1	Unité d'enseignement		5h		
Aperçu de l'organisation administrative de l'Etat	Elément constitutif		2h		
Notions d'histoire constitutionnelle	Elément constitutif		3h		
Economie politique	Unité d'enseignement		6h		

Semestre 02

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
Droit commercial	Unité d'enseignement		9h		
Droit des contrats	Unité d'enseignement		6h		
Droit public 2	Unité d'enseignement		5h		
Aperçu de l'organisation financière de l'Etat	Elément constitutif		2h		

Etude des institutions politiques

Elément
constitutif

3h

Certificat de capacité en droit 2e année, SUP-FC

Semestre 03

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
Droit administratif : Introduction	Unité d'enseignement		3h		
Institutions de l'Union européenne	Unité d'enseignement		4h		
Procédure civile	Unité d'enseignement		36h		

Semestre 04

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
Droit administratif : Les actes de l'administration	Unité d'enseignement		3h		
Droit des affaires	Unité d'enseignement		6h		
Droit pénal	Unité d'enseignement		36h		
Droit social	Unité d'enseignement		6h		